

En librairie...



Guerres d'influence : les États à la conquête des esprits

Frédéric Charillon, éditions Odile Jacob,
janvier 2022, 352 p.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la dissuasion nucléaire devait prémunir l'espace international de tous affrontements armés. Et pourtant, en prenant d'autres formes que celui du champ de bataille, les conflits n'ont pas cessé. L'influence

serait-elle un de ces nouveaux moyens maniés par les États en vue d'obtenir l'ascendant sur un rival stratégique ? Est-elle l'arme des guerres invisibles ? C'est la thèse que défend Frédéric Charillon, pour qui le XXI^e siècle compte pléthore d'outils facilitant l'inflexion d'un État ou le comportement d'une société civile en faveur d'une orientation ou d'une autre. En s'appuyant sur l'interconnectivité des sociétés ou sur les flux financiers continus, il est désormais aisé de mener des opérations de séduction de grande ampleur. Une forme de puissance intangible est ainsi devenue à la portée de chaque acteur, qu'ils soient des États, des groupes religieux, des entreprises ou des individus. Dans cet ouvrage, les forces et les écueils de la stratégie française sont analysés à la lumière d'un nouveau paradigme : le développement des stratégies d'influence par Moscou, Pékin ou Ankara qui contrecarrent les jeux d'influence établis jusqu'alors par les puissances occidentales.

et aussi...

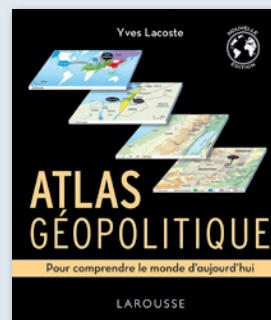


Géopolitique du rail. Le train au cœur des enjeux contemporains

Antoine Pecqueur, Autrement,
novembre 2021, 160 p.

La bienveillance dans les relations internationales

Frédéric Ramel, CNRS éditions,
janvier 2022, 290 p.



Atlas géopolitique

Yves Lacoëte, éditions Larousse,
janvier 2022, 192 p.

Le déclassement français

Christian Chesnot et Georges Malbrunot,
éditions Michel Lafon, janvier 2022, 350 p.



Le Royaume-Uni, un pays en crises ?

Clémence Fourton, éditions Le
Cavalier bleu, avril 2021, 176 p.

Le 31 janvier 2021 marque l'histoire en devenant la date officielle du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le gouvernement britannique fait désormais cavalier seul pour traverser une période ô combien mouvementée. Pour fédérer quatre nations tiraillées et éprouvées

par le Brexit, Boris Johnson est à la tête des Britanniques tandis qu'il se retrouve empêtré dans de nombreux scandales et sous le feu des critiques pour sa gestion de la pandémie. Selon Clémence Fourton, maîtresse de conférences en études anglophones, « en quittant une organisation internationale, le pays a aggravé ses propres divisions intranationales ». Au fil des pages, elle prend garde aux partis pris ou aux idées reçues et déplore : « sur le Continent, celles et ceux qui observent le royaume de sa Majesté sont elles et eux aussi divisés-e-s, cette fois entre britannicophiles et britannicophobes ». L'auteure défend la nécessité d'analyser ces récentes mutations sur le temps long pour comprendre leurs racines et leurs portées. Après une étude du modèle politique, des structures économiques puis de la diversité et des divisions qui façonnent la société, le rôle du Royaume-Uni dans le monde est questionné : est-il en déclin ou en recomposition ?



Turquie : un dilemme européen ?

Nicolas Monceau,
éditions de L'Aube, 152 p.

Face à la Turquie, l'ambivalence règne parmi les Européens. Divisés, ils sont pris en étau entre le poids d'Ankara dans la gestion des flux migratoires aux portes de l'Europe, et l'impératif démocratique de dénoncer les dérives autoritaires ou les injonctions régionales du régime turc. Nicolas Monceau résume les relations ainsi : « les Européens se retrouvent aujourd'hui face

à leurs propres contradictions et confrontés à un dilemme : faut-il renoncer aux exigences et aux valeurs des critères de Copenhague (respect des droits de l'homme, stabilité économique, intégration de l'acquis communautaire) pour les sacrifier sur l'autel de la crise migratoire ? ». Tantôt partenaires, tantôt rivaux, l'évolution des relations entre la Turquie et ses voisins européens est retracée depuis le dépôt de sa candidature en 1987. Dans une Europe à plusieurs vitesses défendue par Jean-Claude Juncker, l'opuscule nous rappelle combien il est nécessaire de définir une ligne directrice et univoque face à la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.